



**E**n laissant la finance comme seul critère de l'évolution de l'industrie, délocalisations et chasse aux coûts salariaux ont été vécues comme inévitables alors qu'il aurait fallu investir en masse dans l'innovation, la formation des salariés et les rémunérations pour stimuler la demande intérieure.

L'industrie est le grand corps malade de notre économie. Son déclin n'est pourtant pas inéluctable dans le Douaisis et le Somainois.

Le canal Seine Nord va favoriser le transport fluvial, le site de la centrale de Bouchain qui se trouve à proximité d'un canal et d'une voie ferrée pourrait relancer l'activité ferroviaire, notamment au niveau de la gare de triage de Somain et de fait pourrait relancer les commandes d'AFR. Les besoins énergétique sont croissants.

La centrale d'Hornaing est prête pour être équipée au gaz propre pour répondre aux besoins des entreprises... Les verriers peuvent travailler sur le solaire et le verre pour l'industrie automobile.



**N**ous avons le savoir-faire, la volonté, les compétences, il suffit de mettre tout cela en corrélation pour proposer et imposer ces solutions aux pouvoirs publics et politiques.

Mais le problème de l'industrie dans le Douaisis ne s'arrête pas là, il nous faut aussi prendre en considération la place des services publics indispensables dans notre schéma mais aussi la proposition de l'Union Départementale sur la tenue de CHSCT extraordinaires dans le but de combattre et de faire reconnaître la pénibilité au travail et cela ne dépend que de nous !

**Seules les luttes qui sont menées peuvent être gagnées !**

Yves QUIGNON  
Secrétaire Général Union Locale CGT  
De l'arrondissement de Douai

**Le 3 septembre participez et faites participer à**  
**« SOMAIN EFFERVESCENCE 2011 »**  
**FESTIVAL DES LUTTES ET DE DÉBATS POUR L'EMPLOI**

**MANIFESTATION 10 H 30**  
**DEBATS, ANIMATIONS ET CONCERTS... Voir programme**



## PAS D'AVENIR INDUSTRIEL SANS TRIAGE A SOMAIN

Déjà deux années de luttes, pour le maintien de l'activité "tri du lotissement" sur Somain. **Deux années marquées par des mobilisations sans précédent des cheminots, des élus et de la population.**

Même si nous avons préservé l'essentiel (le maintien du triage), les effectifs fondent comme neige au soleil (moitié d'effectifs, soit près de 200 cheminots en moins !).

Le nouveau plan fret qui était censé redynamiser l'activité et relancer le transport des marchandises par le rail, n'était qu'un leurre. Puisqu'au lendemain des élections professionnelles, la SNCF annonçait la fin du "tri par gravité", supprimant ainsi une trentaine d'emplois ! Ramenant les conditions d'exploitation du triage et de travail des cheminots au 19<sup>ème</sup> siècle. Victor Hugo serait-il un auteur contemporain pour notre direction.

Le constat est sans appel. Le trafic FRET est en chute libre. La nouvelle offre "multi-lots" "multi-clients", produit phare d'une restructuration est dédiée à la casse du service public FRET. De nombreux chargeurs et industriels sont contraints de s'orienter vers la route (via GEODIS !).

**Contrairement aux déclarations officielles, le Fret ferroviaire est amputé de tous ses moyens :**

- Fermeture des sites de DOUAI, LENS, AULNOYE, BETHUNE, VALENCIENNES...
- Suppression massive d'emplois
- Abandon des dessertes qui alimentaient le trafic diffus

**Laissant la place à des milliers de camions supplémentaires !**

Pour espérer entrevoir le bout du tunnel, un changement radical de politique globale des transports s'avère vital.

*Pôle historique d'activité de la région d'Aniche, les verriers subissent depuis de nombreuses années des réductions continues d'effectifs. Les gains de productivité, de rentabilité sont synonymes de pertes d'emplois.*



### SAINT GOBAIN SEKURIT

Les tensions sur les effectifs sont palpables : Malgré des commandes en nette augmentation, les besoins en personnel se traduisent par un recours à la précarité. Des contrats intérimaires successifs sont proposés comme seule solution aux besoins de personnel, sans prendre en considération les conditions de travail et la qualité du produit fini. La reconnaissance des efforts fournis par le personnel est aussi zappée par la Direction...

**Eddy GUISLAIN,**  
Secrétaire général syndicat CCT



### SAINT GOBAIN GLASS

L'annonce récente de la reconstruction du four ne règle pas tous les problèmes. Une diminution de 31 emplois sur la ligne n'a pu être compensée que par le rapatriement des travaux de sous-traitance et d'une ligne de découpe et d'emballage qui avait été expatriée vers Marly... Ce sont donc des emplois qui seront supprimés à



**La fermeture du triage n'est ni acceptable, ni négociable.** Pour l'emploi de proximité dans le Somainois, tous "ensemble" amplifions la lutte pour donner à notre région un avenir.

Il est venu le temps d'unir nos forces pour affirmer : « l'avenir passe par une industrie et des services publics respectueux de l'environnement et des hommes ».

**Le 03 septembre 2011 sera l'occasion de nous retrouver pour une journée revendicative et festive, en soutien à la lutte des travailleurs. Ensemble, nous démontrerons notre capacité de révolte, de réflexions et de propositions, dans une ambiance conviviale et surtout MUSICALE !...**

**David ROTOLO,**  
Secrétaire Général syndicat CGT cheminots Somain

terme par le biais d'autres entreprises... La CGT revendique l'implantation d'un coater, ligne de production de couches sur verre hors ligne afin de pérenniser les emplois et même à terme recourir à l'embauche... C'est donc d'industrialisation de notre secteur que la CGT réclame...

**Bernard SALENGROIS**  
Délégué Syndical Central CGT



### AGC

La CGT s'oppose à la vente d'un bâtiment, ex-outil double vitrage SOLTRAN isolant afin d'éviter l'enclavement du site et avec le souhait de redévelopper l'industrialisation et la création d'emplois. Suite au PSE de l'unité PETITE FORET sur le site Anichois, permet le maintien des effectifs sur le site verrier. Toutefois, si le transfert du personnel a permis généralement pour chacun d'eux, une hausse de 10% des salaires avec l'accès à la CCN de la fabrication du verre mécanique, un regret profond est perçu chez les salariés, celui de voir réapparaître des coefficient 145, ce qui marque un recul de 20 ans, délai mis par les organisations syndicales pour obtenir des embauches au coefficient . 165 !

La bataille de la reconnaissance des compétences est donc une lutte plus que d'actualité chez les fabricants du verre automobile AGC.

**Hervé TERRIER**  
Secrétaire général syndicat CCT

## L'ÉNERGIE AU SERVICE DES HOMMES ET NON DE LA FINANCE !

Au moment où nous donnions notre accord pour nous inscrire dans les initiatives revendicatives interprofessionnelles pour le développement de l'emploi industriel et de l'industrie, nous voulions vous faire part de nos inquiétudes sur l'avenir de la centrale thermique d'Hornaing, malgré les engagements pris par le groupe Allemand E.ON, actionnaire unique de la SNET.

Force est de constater que nos inquiétudes étaient fondées, E.ON n'a aucune intention d'investir sur le parc thermique à flamme de la SNET. En effet, après les annonces au CCE du 8 juin 2011 de la SNET sur les projets industriels, le constat est sans appel. E.ON prévoit une fermeture avancée de plus de 70% de son parc de production charbon de notre entreprise, y compris la centrale d'Hornaing.

Ce qui signifie qu'E.ON a décidé unilatéralement avec le plus grand mépris, non seulement en direction de ses salariés, mais également vis-à-vis des usagers de l'électricité, les familles, les industriels, les commerçants et artisans, de rompre les engagements qu'il avait pris à l'issue du conflit de 2010. En clair E.ON ne prévoit aucun investissement garantissant l'avenir de la SNET et de ses salariés. Les conséquences sont catastrophiques en matière d'emplois dans le secteur et en termes de service public lié à l'approvisionnement du réseau



électrique. Comme les salariés de la SNET, n'acceptez pas une telle situation, car **l'électricité un produit quelconque et doit sortir de la logique marchande !**

La libéralisation du secteur de l'énergie a conduit à des augmentations scandaleuses de l'électricité, des factures qui pèsent lourdement sur le budget des familles qui voient leur pouvoir d'achat diminuer d'année en année. Le coût de l'énergie a bien entendu des répercussions sur les coûts de production des entreprises et va avoir des conséquences dramatiques dans une société qui connaît une concurrence effrénée entre les territoires et entre les entreprises.... Il faut agir !

**Roger CAIOLA,**

**Délégué Syndical CGT**

**Centrale Thermique E.ON d'Hornaing**

## LE DROIT ET L'ACCES AUX TRANSPORTS POUR TOUS

Le déplacement de personnes et de marchandises est un droit fondamental qui confère aux transports un caractère d'intérêt général ;

- il faut inscrire leur organisation dans une démarche de développement durable ;
- une politique des transports doit viser à répondre aux besoins de tous ordres, elle doit être pensée en cohérence avec la politique industrielle, de l'emploi, celle du cadre de vie et de l'urbanisme.

Elle doit assurer un aménagement du territoire et un développement économique équilibré. Cela suppose :

- un développement des transports collectifs, une amélioration de la qualité des services.
- une politique tarifaire qui rende l'ensemble des transports accessible à toutes et à tous ; la prise en

charge par l'employeur pour tous les salariés du coût du transport domicile-travail, en favorisant les transports collectifs et/ou par la mise à disposition de transports collectifs organisés et financés par l'employeur

La concurrence entre modes de transports s'oppose à une organisation favorable au développement durable, la maîtrise du système est laissée entre les mains des grands logisticiens multinationaux.

**La CGT se prononce pour la création d'un pôle public de transport englobant l'ensemble des opérateurs de transports publics.**

**Lionel GARBE,**  
**Responsable régional secteur**  
**"Politique transports "**



## "POLITIQUE INDUSTRIELLE": POURQUOI PARLER DE "SERVICES PUBLICS" ?

Pour la CGT, le Service Public a pour objectif d'améliorer le « vivre ensemble » en recherchant la satisfaction des besoins individuels et collectifs, la lutte contre les inégalités, la cohésion sociale.

Les Services publics sont les moyens imaginés au fil du temps pour répondre aux besoins identifiés. Les services publics sont donc une matière vivante, en constante évolution en fonction de l'évolution des modes de vie et bien sûr de travail.

Encore beaucoup trop de nos concitoyens, de salariés, n'ont pas de prime abord l'idée de faire le lien entre « politique industrielle » et « services publics ».

Et pourtant, services publics et développement économique, services publics et réussite d'une politique industrielle ont partie liée, et de manière interactive ; réfléchir à l'un et l'autre de façon isolée c'est faire fausse route.

Le Service Public est un outil de développement économique. L'implantation des entreprises, les possibilités de développement de leurs activités, et plus largement la réussite d'une politique industrielle tiennent aussi à l'organisation et à la qualité des services publics. En premier lieu, parce que l'activité elle-même nécessite des

infrastructures, une qualité de la fourniture d'énergie ou encore de transports ou de services postaux ou de télécommunications performants.

En second lieu, parce que l'existence d'un Service Public d'éducation et de formation permet le recrutement de salariés qualifiés. Enfin, la présence de services de santé, sociaux, culturels ou administratifs conditionne les choix de travail des salariés.

Les services publics font partie de l'économie, et participent donc à la création de richesses, soit directement en fonction de leurs activités, soit en participant à l'amélioration des conditions de vie au et hors du travail, et contribuant au bien-être social des salariés et de leurs familles.



**Jean-Marie MASSE**  
Responsable départemental  
De la Campagne  
« Service public »

## RECONQUÉRIR L'INDUSTRIE C'EST RÉPONDRE AUX BESOINS ET ASSURER UN DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

Le bassin d'emploi Somain/Aniche est la démonstration type du mode de développement capitaliste qui, dans sa phase dite de « mondialisation » a généré et génère toujours, d'énormes dégâts économiques et sociaux. La

production des biens et services obéit bien, avant tout, à la satisfaction de l'exigence de rentabilité financière des capitaux, alors que **l'enjeu consiste à répondre aux besoins des populations, tout en respectant l'environnement.**

Le patronat profite des politiques de libéralisation et de déréglementation de l'économie, pour mettre toujours plus les salariés en concurrence et les systèmes sociaux productifs.

Cette politique a été dévastatrice pour l'appareil productif et notamment pour l'emploi industriel. Externalisation, délocalisation, fermetures de sites ont affibli le potentiel productif du

territoire, de notre région, de notre pays. La part de l'industrie dans la valeur ajoutée, de même que la **part industriel dans l'emploi total ont chuté, alors que la part des dividendes versés aux actionnaires n'a cessé d'augmenter.**

Ces modes de production qui font, des salaires, de l'emploi, des conditions de vie et de travail le facteur d'ajustement dans les décisions et choix des dirigeants d'entreprises et décideurs politiques, est voué à l'échec comme en atteste la crise actuelle qui n'est pas une simple crise financière ou économique, mais une **crise systémique et multidimensionnelle : sociale, alimentaire, écologique et idéologique !**

Il est urgent d' **établir un nouveau mode de développement économique et social, respectueux de l'homme et de l'environnement**, il faut des innovations sociales et politiques. Cela passe par un meilleur usage des droits et des pouvoirs existants ! Cela suppose également **de nouveaux droits et pouvoir du niveau local au niveau mondial !**

**Dominique BEN** Responsable régional du secteur  
" Politique industrielle "

DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

